

Géraldine Ayer

Nouvelle version de la procédure d'évaluation standardisée (PES 2014): élaboration et développements

Résumé

La nouvelle version de la procédure d'évaluation standardisée (PES 2014) a été publiée par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) et mise à disposition des cantons en novembre 2014. Aboutissement de décisions politiques prises il y a plus d'une décennie, elle est le fruit d'une longue et profonde réflexion qui a impliqué tant des experts du domaine de la pédagogie spécialisée, des responsables et professionnels cantonaux que des organisations actives dans le domaine du handicap. La PES a été adaptée suite à l'expérience pratique faite par les cantons avec le prototype mis à leur disposition en 2011 (PES 2011). Cet article se concentre sur les principales améliorations qui ont été faites dans la PES 2014, à travers les travaux menés ces trois dernières années par le Centre suisse de pédagogie spécialisée (CSPS), mandaté par la CDIP.

Zusammenfassung

Die neue Version des Standardisierten Abklärungsverfahrens (SAV 2014) wurde von der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) im November 2014 veröffentlicht und kann seither von den Kantonen genutzt werden. Sie ist Ergebnis von vor über zehn Jahren getroffenen politischen Entscheiden und einer langen und gründlichen Auseinandersetzung mit der Thematik, an der sich Expertinnen und Experten der Sonderpädagogik, kantonale Verantwortliche und Fachpersonen sowie Dachverbände der Lehrpersonen, Erziehungsberechtigten und der Sonderpädagogik beteiligten. Das SAV wurde, gestützt auf die praktischen Erfahrungen, welche die Kantone mit der 2011 zur Verfügung gestellten Erstfassung (SAV 2011) gemacht hatten, angepasst. Dieser Artikel befasst sich mit den wichtigsten Verbesserungen, die im SAV 2014 im Rahmen der in den letzten drei Jahren vom Schweizer Zentrum für Heil- und Sonderpädagogik (SZH) im Auftrag der EDK durchgeführten Arbeiten vorgenommen worden sind.

L'origine de la PES

La Réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT) entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008 a conféré l'entière responsabilité de la scolarisation des enfants et jeunes ayant des besoins éducatifs particuliers aux cantons. Pour répondre à cette nouvelle donne, les cantons, sous la direction de la CDIP, se sont dotés d'une base nationale commune, l'Accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée du 25 octobre 2007 (Concordat sur la pédagogie spécialisée).

Selon le principe de la souveraineté cantonale, les cantons sont libres d'adhérer

ou pas au Concordat. Ceux y ayant adhéré (16 cantons en novembre 2014) s'engagent à fournir une offre de base commune pour assurer la formation et la prise en charge des enfants et adolescents ayant des besoins éducatifs particuliers ainsi qu'à utiliser des instruments communs. Les cantons non-adhérents sont quant à eux libres de les utiliser ou non.

La PES est l'un de ces instruments, son objectif étant d'identifier les besoins individuels de ces enfants et adolescents afin de leur offrir le support pédagogique et thérapeutique (c'est-à-dire les mesures) qui leur permettra de mener à bien leur scolarité.

Une première version 2011

Dès 2006, la CDIP a donc mandaté des experts du domaine de la pédagogie spécialisée ayant de solides connaissances de l'éducation inclusive, des bases légales et du domaine du handicap, tant au niveau national qu'international. En collaborant étroitement avec les cantons et les associations actives dans le domaine du handicap, ceux-ci ont, avec le soutien du CSPS, élaboré une première version de la procédure (PES 2011), qui a été approuvée par l'Assemblée plénière de la CDIP le 17 juin 2010.

Ce prototype (PES 2011) se présente sous la forme d'un manuel composé de trois parties. La composante centrale est la deuxième partie du manuel c'est-à-dire le formulaire d'évaluation lui-même, composé de deux étapes standardisées (l'évaluation de base, l'évaluation des besoins) et de dix éléments intégrés dans ces étapes. Les deux autres parties le replacent dans un contexte plus large; la première expose les fondements et principes sur lesquels la procédure s'appuie et présente les différents éléments du formulaire tandis que la troisième partie informe sur la manière dont celui-ci a été élaboré, en accord avec la Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé (CIF).

Ce prototype a ensuite été mis à la disposition des cantons dès l'automne 2011, également sous forme électronique¹. Le but était que les cantons fassent une première expérience de travail avec l'instrument, afin de l'évaluer et de l'améliorer si nécessaire.

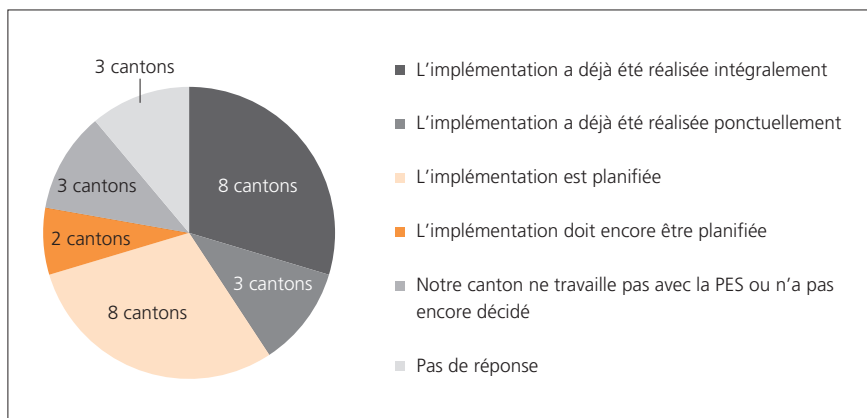
¹ Le développement d'une version électronique de la PES a représenté un grand défi pour la CDIP, les systèmes informatiques et les modalités d'organisation différant grandement d'un canton à l'autre.

Enquête auprès des cantons et des organisations

Après les premières expériences faites dans les cantons, le CSPS, sur mandat de la CDIP, a organisé une vaste enquête pour évaluer la PES 2011. Jusqu'à la publication de la nouvelle version (PES 2014), il a bénéficié du soutien d'un groupe d'accompagnement composé de différents responsables de services cantonaux du domaine de la pédagogie spécialisée, soit chargés d'évaluer les besoins des enfants/adolescents concernés, soit responsables de la décision d'attribuer les mesures. Pour mener à bien cette enquête, il a donc consulté au printemps 2013 tous ces services cantonaux. La consultation s'est faite à l'aide de deux questionnaires différents, selon que la responsabilité incombant au service était d'évaluer ou de décider; soit un total de 54 questionnaires², avec un délai de réponse fixé à la mi-juin 2013. Les deux questionnaires contenaient principalement des questions qualitatives visant à évaluer l'instrument et ses différents aspects, mais aussi quelques questions quantitatives sur l'utilisation de la PES dans les cantons. Les questions à la base des modifications faites dans la PES étaient cependant pareilles dans les deux questionnaires³. Toutes de nature qualitative, celles-ci se concentraient sur l'exhaustivité de la

² Chacun des 26 cantons, ainsi que la Principauté du Liechtenstein, a reçu deux questionnaires différents.

³ Les questions qualitatives posées aux instances de décisions étaient plus orientées sur les domaines d'utilisation, le type de mesures octroyées et leur gestion tandis que celles posées aux services d'évaluation s'axaient plus sur l'utilisation, notamment de la version électronique de la PES. Le questionnaire pour les services d'évaluation contenait également quelques questions qualitatives supplémentaires sur la version électronique.



Graphique 1 :
état de l'implémen-
tation de la PES,
en juin 2013 dans
tous les cantons

PES, sa taille, ses principes, la structure du manuel en trois parties et du formulaire en dix éléments ainsi que sur le contenu détaillé des différents éléments du formulaire.

La grande majorité des cantons ont participé à la consultation : 46 questionnaires ont été retournés, soit 22 par les services d'évaluation et 24 par ceux responsables de la décision. Les questions quantitatives posées aux instances de décision ont permis de connaître l'état de l'implémentation de la PES dans les cantons en juin 2013 (graphique 1).

A cette date, presque la moitié des cantons avaient déjà une expérience pratique de la PES (41 %). Il est intéressant de noter que plusieurs cantons n'ayant pas adhéré au Concordat utilisaient la PES. Treize cantons ont mentionné ne pas (encore) utiliser la PES. Plusieurs cantons ont préféré ne pas tester la version 2011 et introduire directement la nouvelle version 2014 dès qu'elle serait disponible. Bien que n'ayant pas encore fait d'expérience pratique étendue avec la PES 2011, le degré d'expérience dans l'évaluation des cantons qui n'utilisaient pas (encore) la PES en juin 2013 leur a permis de répondre aux questionnaires, même si le taux de non-réponse pour les questions les plus complexes fut relativement élevé.

Les partenaires officiels de la CDIP dans le domaine de la pédagogie spécialisée⁴ et les organisations faïtières nationales d'enseignants, de parents et d'institutions pour enfants et adolescents en situation de handicap ont également eu la possibilité de donner leur avis sur la PES 2011. Elles furent invitées par le Secrétariat général de la CDIP à participer à une demi-journée d'échange et ont eu par la suite la possibilité d'envoyer leur opinion par écrit. Sur les 34 partenaires officiels et organisations invités à participer à la demi-journée d'échange, quinze y ont répondu positivement. Par la suite, sept organisations ont donné une réponse écrite. Dans leur majorité, celles qui ont répondu ont un contact avec la PES, en tant que prestataire de service aux organes d'exécution des mesures.

Le CSPS s'est chargé de récolter les réponses des cantons et d'analyser les résultats tandis que le Secrétariat de la CDIP a fait de même avec celles des organisations. L'enquête a mis en évidence un degré de satisfaction relatif à la PES 2011 assez élevé. La majorité des cantons approuve l'ampleur, le contenu ainsi que la structure de

⁴ Il s'agit d'offices, secrétariats et bureaux fédéraux.

la PES en dix éléments, et estime que sur ces points, l'instrument peut être maintenu tel quel tandis que les organisations jugent positivement son utilité. Les cantons et organisations ont néanmoins émis un peu plus de 140 remarques, tirées des questionnaires et réponses écrites. Vu l'ampleur de l'enquête et le niveau de détail des questionnaires, ce chiffre est relativement bas. La forme des remarques et les souhaits formulés se sont avérés diversifiés: la majorité d'entre eux se présentaient sous la forme de propositions plus ou moins ciblées d'amélioration du formulaire ou du manuel (par exemple, ajout ou suppression d'une information de saisie dans un élément précis du formulaire ou souhait de clarifier le lien entre la CIF et PES); d'autres peu nombreuses, de portée plus générale, touchaient au développement et à l'utilisation de la PES à long terme. L'analyse de ces remarques a permis au CSPS, avec l'appui du groupe d'accompagnement, de dégager des lignes de directions dans les souhaits émis et d'en tirer des propositions d'amélioration, qui ont été soumises au Comité de la CDIP. Celui-ci, dans sa décision du 24 octobre 2013, les a toutes acceptées à l'exception du souhait de mettre sur pied un groupe d'observation interdisciplinaire chargé d'assurer notamment les échanges d'expériences dans l'utilisation de la PES et le suivi des activités en lien avec celle-ci (information, publication, formation, etc.). En effet, la nécessité d'un tel groupe n'a pas été jugée nécessaire à l'heure actuelle.

Adaptations principales faites dans la PES 2014

Se basant sur la décision de la CDIP, le CSPS a réuni fin 2013-début 2014 les trois experts susmentionnés, en vue de concrétiser les propositions d'amélioration. Par la suite, durant les huit premiers mois de l'année 2014, avec le soutien du groupe d'accompagnement, le CSPS a peaufiné la PES et veillé à son harmonisation dans les trois langues nationales principales (allemand, français et italien).

Compte tenu des résultats positifs de l'enquête, la PES n'a pas subi une refonte complète. Les modifications amènent cependant une véritable plus-value dans la compréhension de l'instrument et le relevé des données. Les bases sur lesquelles la PES se fonde, à savoir le fait que, pour définir les besoins, elle s'appuie sur le modèle de la CIF et s'oriente sur les objectifs de développement et de formation, restent les mêmes. La structure du manuel en trois parties (nouvellement appelées « chapitres ») reste identique de même que celle du formulaire (chapitre 2), en deux étapes standardisées et en dix éléments.

Les modifications faites dans le manuel, qui se concentrent sur différents aspects touchant tant le contenu et le style rédactionnel que l'aisance d'utilisation, peuvent être résumées ainsi:

L'intelligibilité

La compréhension du manuel a été améliorée grâce à l'ajout d'informations visant à faciliter la « navigation » dans celui-ci. Par exemple, lorsqu'estimé nécessaire, des phrases d'introduction ont été rajoutées au début de certains chapitres, de même que des renvois à d'autres parties du manuel en lien avec le paragraphe en cours de lecture. Des formulations linguistiques ont

également été clarifiées. Par exemple, le titre de l'élément 7 « Classification catégorielle » a été modifié dans la PES 2014 ainsi: « Diagnostic CIM⁵/brève description de la problématique ». Plus particulièrement, le niveau de compréhension des versions française et italienne a augmenté. La PES 2014 ayant été traduite et retravaillée en commun dans les trois langues, une réflexion plus approfondie sur le sens des informations en français et en italien a pu se faire.

La saisie d'informations

Des données ont été ajoutées, supprimées ou modifiées dans plusieurs éléments. Par exemple, l'élément 1 « Données relatives au service évaluateur et à la personne responsable de la situation » contient une nouvelle donnée permettant de noter dans le formulaire la « Date d'ouverture de la PES ». Une nouvelle page d' « Annexes » a également été ajoutée à la fin du formulaire, donnant la possibilité de mentionner les rapports de spécialistes établis à l'interne ou à l'externe pour évaluer l'enfant/adolescent.

La terminologie

La terminologie a été adaptée aux bases légales de référence ainsi qu'à la CIF et harmonisée dans tout le manuel. A titre d'exemple, selon l'article 63, al. 2 de la Constitution fédérale, les mesures octroyées par les cantons ne visent pas à offrir une formation spéciale optimale, mais elles doivent être suffisantes pour répondre aux besoins. Le terme « optimal » utilisé dans la version 2011 a donc été remplacé par « suffisant ». Ou, par opposition aux « mesures renforcées », mentionnées à l'article 5 du Concordat sur la pédagogie spécialisée, on parle dans la PES

2014 de « mesures non-renforcées », non plus de « mesures disponibles sur place/à l'échelon local » et ce malgré le fait que celles-ci soient parfois mieux connues sous ces appellations. La terminologie a également été adaptée à la CIF, lorsque nécessaire.

La cohérence de la PES avec le Concordat

Les mesures de pédagogie spécialisée mentionnées dans la PES s'alignent avec celles réglées dans le Concordat. Par exemple, l'article 4 mentionnant que les transports sont pris en charge par les cantons lorsque nécessaire, la mesure « transport » a été rajoutée dans les éléments 9 « Estimation des besoins » et 10 « Recommandations/propositions » concernant les mesures et le lieu principal de prise en charge. La délimitation entre les mesures découlant de la PES ou ne découlant pas de la PES est à présent également clairement indiquée dans l'élément 9.

Le lien entre la CIF et la PES

La manière dont la CIF infléchit sur la PES a été étoffée par l'ajout dans le manuel d'un nouveau chapitre présentant les six domaines de vie définis par la CIF (chapitre 3.3). Ces domaines structurent l'élément 8 du formulaire visant à estimer les objectifs de développement et de formation des enfants ou adolescents évalués. Ils comprennent chacun un ensemble de tâches ou d'actions apparentées sous forme d'items qui en recensent les différents aspects. Par exemple, le domaine « Apprentissage et application des connaissances » se compose d'items liés aux perceptions sensorielles intentionnelles (comme « écouter »), aux apprentissages élémentaires (comme « acquérir le langage ») et à l'application des connaissances (comme « écrire »).

⁵ Classification internationale des maladies.

Exemples concrets de modifications faites dans le formulaire

- Dans l'élément 6 du formulaire, « Evaluation du fonctionnement », les renvois à la CIF ont été rajoutés, notamment les codes de référence de chaque item. Une colonne donnant la possibilité de men-

tionner les ressources particulières de l'enfant/adolescent a également été ajoutée ce qui permet de s'aligner davantage sur l'esprit de la CIF, qui ne s'oriente pas uniquement sur les faiblesses mais aussi sur les forces des enfants/adolescents (tableau 1).

Tableau 1. Modifications faites dans l'élément 6 du formulaire PES 2014⁶

6. Evaluation du fonctionnement								
Les items ci-dessous sont tirés de la Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé (CIF). Ajouter en annexe tous les rapports des spécialistes auxquels il a été fait appel pour l'évaluation du fonctionnement.								
Activités et participation								
* concerne surtout la scolarité obligatoire (tous les autres items sont valables aussi bien pour la <u>petite enfance</u> que pour la scolarité).								
	pas de problème	problème léger	problème moyen	problème grave	impossibilité complète	problème ne pouvant être précisé	pas de données/sans objets	remarques/explications/indication des ressources particulières
Regarder (d110)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Ecouter (d115)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

- Le passage du formulaire ayant le plus changé entre le prototype 2011 et la nouvelle version 2014 est l'élément 8. Beaucoup de cantons ont jugé le tableau

peu compréhensible, les indications confuses, la mise en page peu optimale et le lien avec la CIF peu clair (tableau 2).

Tableau 2. Élément 8 du formulaire, avant modifications (PES 2011)⁷

8. Estimation des objectifs de développement et de formation							
L'enfant a-t-il pu jusqu'à aujourd'hui développer ses capacités conformément à son âge/au plan d'études ?						Evaluation actuelle	●
Le développement futur de ses capacités doit-il être entrepris conformément au niveau de son âge/au plan d'études ?						Objectif poursuivi	○
1. Développement général/apprentissage						individualisé	Conforme au groupe d'âge / au plan d'études
Expérimenter l'oral	→	Ressentir	→	Regarder et écouter	→	Concentrer son attention	
Prendre des informations	→	Acquérir le langage	→	Assimiler des concepts	→	Lire, écrire et calculer	
Imiter/contrefaire	→	Acquérir un savoir-faire	→	S'exercer	→	Résoudre des problèmes	
						Prendre des décisions	

⁶ Les tableaux présentés ici sont des « photographies » d'une partie des éléments. Ils ne représentent pas l'entier des éléments, mais uniquement le début. Dans les tableaux 2 et 3 présentant l'élément 8, il manque la dernière colonne permettant d'inscrire les remarques.

⁷ La présentation de l'élément 8 a donc subi une refonte quasi complète (tableau 3).

Tableau 3. Modifications faites dans l'élément 8 du formulaire PES 2014

8. Estimation des objectifs de développement et de formation en référence aux domaines de la vie définis par la ICF ³					
	Situation actuelle		Situation souhaitée d'ici 1-2 ans		priorité(s) pour la prise en charge
	correspondant à l'âge et/ou au plan d'études	individualisée	correspondant à l'âge et/ou au plan d'études	individualisée	
1. Apprentissage et application des connaissances Exemples : Regarder Ecouter Explorer avec la bouche Toucher ; Copier Obtenir des informations Acquérir le langage Répéter Acquérir des concepts Acquérir un savoir-faire ; Fixer son attention Lire Ecrire Calculer Résoudre des problèmes Prendre des décisions.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Son lien avec la CIF a été rappelé dans le titre, avec l'ajout de sa référence aux domaines de la vie définis par la CIF. Le tableau a été totalement restructuré à des fins de meilleure compréhension, bien qu'il permette toujours d'évaluer la situation actuelle et les objectifs poursuivis, selon qu'ils correspondent à l'âge/plan d'étude ou qu'ils soient individualisés. Une nouvelle colonne permettant de prioriser les domaines pour la prise en charge a été rajoutée.

La distinction des résumés de l'évaluation selon l'âge de l'enfant/adolescent est plus claire, grâce à l'ajout des deux sous-titres « Petite enfance » et « Scolarité ».



M. A. Géraldine Ayer
Collaboratrice scientifique
CSPS/SZH
Maison des cantons
Speichergasse 6
3000 Berne 7
geraldine.ayer@csp.ch